



HALTE AU MASSACRE À GAZA

Le bombardement intensif de Gaza depuis plus de 15 jours, avec plus de 3 000 raids aériens, a causé la mort de plus de 350 Palestiniens, blessé plus de 2 500 autres et détruit des centaines d'habitations. Le bilan s'alourdit à chaque heure avec l'offensive terrestre israélienne qui a commencé jeudi 17 juillet. Même le domicile du Chef de l'antenne consulaire française à Gaza a été bombardé.

Une nouvelle fois le pouvoir israélien déclenche un déluge de feu sur Gaza, au prétexte de tirs de roquettes, mais avec pour objectif avoué de mettre fin au gouvernement palestinien d'entente nationale, condition pourtant nécessaire à tout progrès vers une paix juste.

Devant cette situation dramatique, les gouvernements occidentaux se cantonnent une nouvelle fois à "dénoncer l'engrenage de la violence" sans désigner le responsable de cette nouvelle tragédie, et appelant seulement le gouvernement israélien à la "retenue". Le président François Hollande est même allé jusqu'à cautionner l'agression d'Israël contre la population de Gaza en déclarant, lors de son entretien téléphonique avec Benjamin Netanyahu le 9 juillet dernier, qu'il appartenait au gouvernement israélien de prendre toutes les mesures pour protéger la population face aux menaces".

L'Union européenne disposerait d'un moyen simple : la suspension de l'accord d'association avec Israël qui accorde des avantages économiques à ce pays. Cet accord est conditionné par le respect des droits humains, ce qui n'est pas le cas avec la colonisation et l'existence du mur qui sont illégaux selon le droit international.

- **Pour dénoncer cette passivité coupable de nos gouvernants**, et obtenir des actions concrètes de la France auprès du pouvoir israélien et du Conseil de sécurité de l'ONU.
- **Pour exiger l'arrêt immédiat des bombardements sur la population civile de GAZA** par l'armée israélienne.
- **Pour exiger la fin du blocus de GAZA, illégal et criminel, imposé par Israël depuis 2006** et qui affame la population et la prive de l'essentiel.
- **Pour exiger l'arrêt de la colonisation** qui chasse les paysans de leurs terres et les habitants de leur maison et rend irréalisable un état palestinien viable.

Le Collectif 06 pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens (dont fait partie la CGT) appelle à manifester

**SAMEDI 26 JUILLET
A 15h
PLACE MASSENA à NICE**